

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Le **Troisième Forum sur les services d'intérêt général** aura lieu les 19 et 20 novembre 2001 à Bruxelles.

Vous pouvez vous procurer le programme et le formulaire d'inscription auprès du CELSIG, soit par fax (+ 33 1 40 42 13 78) ou par email celsig@noos.fr

Services d'intérêt général

Suite aux décisions du Conseil européen de Nice et dans la perspective du Conseil européen de Laeken de décembre prochain, chaque Etat membre et la Commission doivent remettre une contribution sur "les moyens d'assurer une plus grande prévisibilité et une sécurité juridique accrue dans l'application du droit de la concurrence aux services d'intérêt général" pour le Conseil marché intérieur de fin septembre. Nous en rendrons compte lorsque nous connaîtrons ces contributions.

Gouvernance

La Commission européenne a adopté, le 25 juillet dernier, son Livre Blanc sur la Gouvernance. Ce texte, destiné à être la contribution de la Commission à la réflexion sur le fonctionnement de l'Union et à l'amélioration de la cohérence des politiques communautaires, est fondé sur trois axes ♦ l'accroissement de la participation des acteurs, comme la société civile ou les Régions ♦ le recentrage des politiques et des institutions pour de meilleurs résultats au niveau communautaire ♦ et, au-delà, pour peser sur la gouvernance mondiale.

Si l'intention est louable, l'ensemble du document s'enlise vite dans les généralités et donne l'impression de tourner en rond. Il comporte beaucoup de notions vagues ou ambiguës ; ainsi, des notions aussi importantes que l'évaluation ou la subsidiarité ne sont pas définies. Le chapitre consacré à l'avenir de l'Europe est peu développé et le Livre blanc annonce, d'ailleurs, une contribution particulière pour le sommet de Laeken. Rien n'est dit sur les critères selon lesquels les organisations de la société civile seront reconnues comme interlocutrices, alors que l'ensemble des institutions essaie de les intégrer et de les contrôler notamment à travers les financements. Le texte, aussi bien par son contenu que par sa tonalité très généraliste, rappelle en bien des endroits le texte de la charte des citoyens promue par le gouvernement britannique en 1991, alors que les évaluations entreprises jusqu'à présent sont insuffisantes.

La Commission se donne deux ans pour mener les actions qui la concerne et lance un processus consultatif ouvert à tous (sg-governance@cec.eu.int) jusqu'à fin mars 2002, avec l'objectif de faire de nouvelles propositions fin 2002.

Transports

♦ La Commission a présenté son Livre blanc "La politique européenne des transports à l'horizon 2010, l'heure des choix". Soixante mesures sont proposées pour réduire la ...

The **Third Forum on Services of General Interest** will take place in Brussels on the 19th and 20th November 2001.

You can obtain the program and registration forms from CELSIG either by fax (+ 33 1 40 42 13 78) or by email: celsig@noos.fr

Services of general interest

Following the decisions made at the European Council of Nice and in the perspective of the European Council of Laeken this December, each Member State and the Commission is asked to submit their contribution to "means to ensure a better foresight and accrued legal security in the application of competition law to services of general interest", in time for the Internal Market Council due end September. We shall be reporting on this as soon as we get to know the contents of these contributions.

Governance

On 25th July the European Commission adopted its White Paper on Governance. The text, intended to be the Commission's contribution to discussions on the operation of the Union and on the improvement of the coherence of Community policies, is based on three main axes ♦ increased participation of actors such as the civil society or Regions ♦ the adjustment of policies and institutions in order to achieve better results at the Community level ♦ and, beyond these, to achieve stronger influence on global governance.

Though the intention is praiseworthy, the whole document treats generalities and gives the impression of roaming about without anything concrete. It contains a number of vague and ambiguous ideas; thus significant notions such as the evaluation or the subsidiarity are not defined. The chapter on the future of Europe gives very few details, further the White Paper announces a special contribution for the Laeken summit. Nothing is mentioned concerning the criteria on which civil society organisations will be identified as interlocutors, whereas all institutions try to absorb them and control them, in particular through financing. Further, in many aspects, both by its very general content and its tone, it reminds one of the text on the Citizens Charter, promoted by the British government in 1991, whereas evaluations made until now have proven insufficient.

In two years the Commission intends to achieve what it is supposed to do and has launched a consultative process open to all (sg-governance@cec.eu.int) until end March 2002, with the objective for new propositions end 2002.

Transports

The Commission presented its White Paper entitled "European Transport policy for 2010 time to decide". ...

congestion des transports routiers et aériens et limiter la pollution en maintenant la part du transport ferroviaire en 2010 à ce qu'elle était en 1998. La Commission a souligné l'ambition de ce projet qui veut découpler croissance économique et croissance des transports sans restreindre la mobilité des personnes et des biens, et l'importance des efforts financiers qui devront être faits après 2006 pour enrayer le déclin du ferroviaire. Ce document sera au centre du conseil informel des ministres des transports et de l'environnement des 15 et 16 septembre prochains.

Le Livre blanc propose, notamment, un cadre communautaire pour la tarification de l'accès aux infrastructures, une harmonisation de la fiscalité des carburants professionnels et une "mutualisation" des financements entre modes de transports au sein d'une même zone. Il annonce, également, un nouveau paquet ferroviaire pour 2001 qui couvrira l'ouverture à la concurrence de certaines activités de voyageurs et de transports locaux de marchandises et un paquet fluvial pour 2002. Pour l'intermodalité, l'accent est mis sur trois aspects : un programme de développement, l'harmonisation du métier d'intégrateur de fret et de conteneurs, un soutien aux mesures pour assurer la continuité des déplacements des passagers. Le projet de "ciel unique" est confirmé, les priorités des réseaux trans-européens seront révisées en 2001 et en 2004. Les principales orientations sont déclinées par mode : route, ferroviaire (une agence européenne de sécurité et d'interopérabilité est annoncée), aérien, maritime, ainsi que pour l'intermodalité et les usagers (prévention des accidents, harmonisation des sanctions, ...).

Enfin, le Livre blanc milite pour que l'Union adhère aux diverses organisations mondiales et négocie des accords communs "open skies" avec les Etats-Unis, la Russie, le Japon.

- ♦ Le Parlement européen a adopté, le 5 septembre, deux textes relatifs au transport aérien. L'un, en procédure de co-décision, relatif à la future Agence européenne de sécurité aérienne (EASA), vise, notamment à renforcer l'indépendance de l'agence ; l'autre, en procédure de consultation, sur la protection des passagers aériens, vise à une meilleure information et protection des droits des usagers.

Social

- ♦ **Information et consultation des travailleurs :** Le Conseil affaires sociales est arrivé, en juin dernier, à un accord de principe sur une position commune sur le projet de directive. Trois ans après son entrée en vigueur, elle sera applicable à toutes les entreprises de plus de cinquante salariés. Des périodes de transition plus longues sont prévues pour le l'Irlande et le Royaume Uni. La directive doit être approuvée par un prochain Conseil.

- ♦ **Statut de la société européenne.** Le Parlement, qui n'est que consulté, a rendu son avis sur les propositions de la Commission. Après avoir insisté sur la nécessité d'éviter toute disparité de traitement dans les Etats membres, il propose des amendements pour préserver la marge de décisions des entreprises concernant leurs organes de surveillance et d'administration, pour renforcer les dispositions garantissant l'information et la consultation des travailleurs et pour pénaliser les entreprises qui violent leurs obligations sur des points essentiels.

Sixty measures have been proposed to reduce road and air transport congestion and thus reduce pollution, by maintaining the level of railways transport in 2010 to what it was in 1998. The Commission has underlined the ambition of this project which aims at coupling economic growth with transport expansion without limiting the mobility of people and of goods and, stressed the magnitude of necessary financial effort to be made after 2006 in order to stop the decline of railways. This document will be at the centre of discussions during the informal council of transport and environment ministers to be held on 15 and 16 September this year.

In particular the White Paper proposes a Community's framework for pricing access to infrastructures, a harmonisation of taxing professional fuel and the financial "grouping" of transport modes within the same zone. It also announces a new railways package for the year 2001 which will cover the opening to competition of certain passenger activities and local merchandise transports as well as a fluvial package for the year 2002. concerning intermodality the accent is placed on three aspects: a development program, harmonisation of the profession of freight and containers integrators and support of measures ensuring the continuity of passenger movements. The "single sky" project has been confirmed, priorities of the trans-European network shall be revised in 2001 and 2004. Major orientations are classified by modes: road, railways (the creation of a European agency for safety and interoperability is underway) aerial, maritime as well as for the users' intermodality (accidents prevention, harmonisation of penalties...)

Finally, the White Paper is strongly encouraging the Union's adhesion to various World organisations and negotiates joint "open skies" agreements with the USA, Russia.

- ♦ On September 5th the European parliament adopted two texts concerning air transport. One, undergoing joint decision procedure, concerns the future European Aviation Safety Agency (EASA) aimed, in particular, at strengthening the independence of the agency; the other, in the processes of consultation and concerning the air passenger safety is aimed at improving information and protection of users' rights.

Social

- ♦ **The information and consultation of workers:** In June this year, the social affairs committee reached an agreement, in principle, on a common position concerning the draft directive. Three years after its implementation it will be applicable to all firms employing more than 50 workers. Longer transition periods are envisaged for Ireland and the United Kingdom. The directive should be endorsed by the next Council.

- ♦ **Status of the European firm:** The parliament, on consultation basis only, has given its opinion on the Commission's propositions. After underlying the necessity to avoid treatment disparities in Member States, it proposes amendments to preserve the firms possibility in decision making concerning their supervision and administration bodies, to strengthen measures ensuring information and consultation of workers and to penalise firms that do not respect their obligations on essential points.